

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-troisième session
Rome, 1^{er}- 2 décembre 2004

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA

POUR LE

**PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT RURAL:
RÉGIONS CENTRALE ET ORIENTALE**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. Économie et secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la République du Guatemala	2
DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME	5
A. Zone du programme et groupe cible	5
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissement, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	12
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	13
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	 15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN THE REPUBLIC OF GUATEMALA (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA EN RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. NATIONAL RURAL DEVELOPMENT PROGRAMME: BACKGROUND, RURAL POVERTY AND LAND ISSUES (PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT RURAL: HISTORIQUE, PAUVRETÉ RURALE ET QUESTION FONCIÈRE)	7
V. PROGRAMME DESIGN MATRIX AND STRATEGIC APPROACH (MATRICE DE CONCEPTION ET APPROCHE STRATÉGIQUE DU PROGRAMME)	11
VI. PROGRAMME AREA: PRIORITY MUNICIPALITIES (ZONE DU PROGRAMME: MUNICIPALITÉS PRIORITAIRES)	12
VII. PROGRAMME ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION DU PROGRAMME)	13

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Quetzal guatémaltèque (GTQ)
1,00 USD	=	8,00 GTQ
1,00 GTQ	=	0,125 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

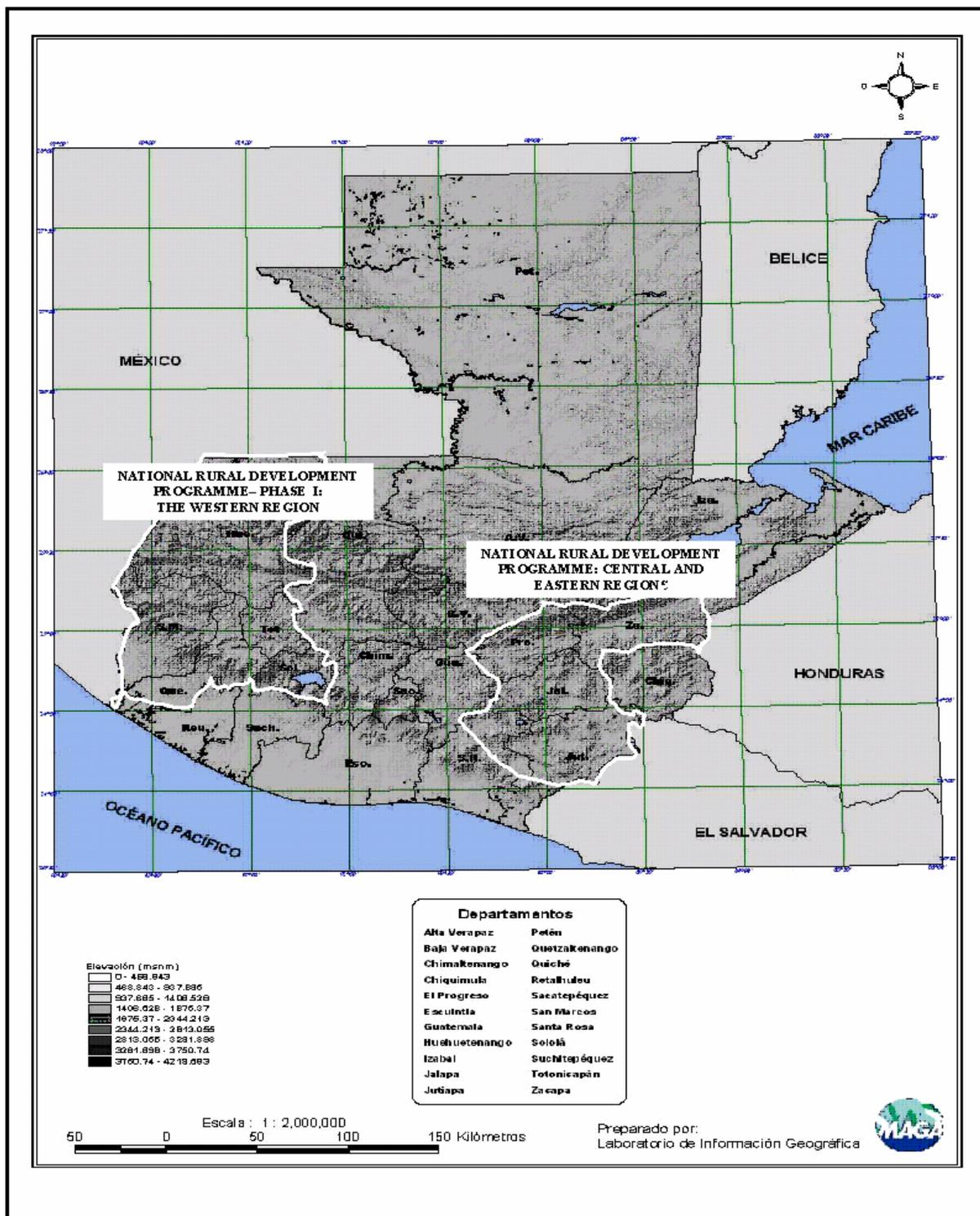
BID	Banque interaméricaine de développement
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention de pays
FONAPAZ	Fonds national pour la paix
MAGA	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
SEGEPLAN	Secrétariat à la planification et à la programmation
S&E	Suivi et évaluation
UGP	Unité de gestion du programme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
ONG	Organisation non gouvernementale

GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA

Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



Source: Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA), système d'information géographique.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA

**PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT RURAL:
RÉGIONS CENTRALE ET ORIENTALE**

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République du Guatemala
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA)
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	38 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	11,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 17 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
COFINANCEUR:	Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international
MONTANT DU COFINANCEMENT:	15 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	4 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	2 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Les régions centrale et orientale sont occupées par une population *mestizo* d'ascendances Maya et espagnole (ladinos). Le groupe cible se compose des groupes les plus vulnérables de ruraux pauvres, notamment les petits agriculteurs pauvres et les paysans sans terre (hommes et femmes) (44%), les microentrepreneurs et les artisans (20%) et les jeunes hommes et jeunes filles pauvres et sans terre (36%). Le groupe cible est estimé à 100 000 personnes, dont 30 000 bénéficiaires directs ainsi répartis: 36% d'hommes adultes, 38% de femmes adultes et 36% de jeunes hommes et jeunes filles.

Pourquoi sont-ils pauvres? La pauvreté rurale s'explique principalement par l'accès très limité à la terre¹, l'extrême fragmentation des exploitations agricoles, les systèmes de commercialisation inefficaces et la difficulté à accéder aux services financiers et aux ressources productives, en particulier l'eau et les technologies productives. Les femmes rurales sont généralement plus exposées à la pauvreté en raison des conséquences de 35 années de conflit armé qui ont laissé dans leur sillage 100 000 veuves et 250 000 orphelins. Ce facteur, parmi d'autres, a contribué à l'augmentation dans les zones rurales de l'incidence des ménages ayant à leur tête une femme.

Que peuvent-ils attendre du programme? Le programme favorisera l'intégration économique des zones rurales des cinq départements centrale et orientale du pays dans la dynamique de développement social et économique du Guatemala. L'appui du programme à la participation des organisations de base, associé à des actions visant au développement et à la consolidation des activités économiques des bénéficiaires, contribuera à rendre leur fierté aux ruraux pauvres, en particulier les femmes et les jeunes ruraux, ce qui ne peut que renforcer le pouvoir d'action de leurs organisations sociales et économiques locales. Le programme améliorera la base de ressources productives et les infrastructures pour 30 000 bénéficiaires directs (agriculteurs ruraux pauvres, paysans sans terres et jeunes ruraux - hommes et femmes). L'impulsion donnée au développement social et économique de la région aura également des retombées secondaires sur 70 000 bénéficiaires indirects, qui tireront profit tant des investissements qui auront été faits dans les infrastructures sociales et rurales que des investissements productifs. Ainsi, l'amélioration des infrastructures rurales de santé, d'éducation et de communication, et celle des services de base, se traduiront également par une amélioration des conditions de vie des communautés rurales pauvres. Les ressources humaines représentées par les jeunes filles et les jeunes hommes des zones rurales seront valorisées avec la mise en place d'un système de formation professionnelle destiné à 8 000 jeunes ruraux. De plus, 6 000 bénéficiaires, hommes et femmes, adultes et jeunes, notamment ceux qui sont impliqués dans l'artisanat traditionnel, seront formés et recevront une aide pour la gestion des microentreprises et les activités de commercialisation.

Comment les bénéficiaires vont-ils participer au programme? Le concept du programme est d'associer les bénéficiaires à la planification, à la gestion et à la supervision des activités, comme une forme vitale d'expression et de participation et, en dernier ressort, comme un moyen de renforcer la société civile rurale, en particulier les organisations autochtones. Le programme appuiera les petites entreprises rurales de nature commerciale par le biais d'une aide technique et financière. En outre, le programme de décentralisation du Guatemala misant sur les conseils de développement communautaires et municipaux, en tant que mécanismes participatifs de planification et d'allocation budgétaire dans le domaine du développement rural, l'appui du programme aux deux conseils permettra aux organisations rurales locales de base de jouer un rôle plus significatif, en améliorant leur capacité de participation aux mécanismes de développement. Le programme vise à aider les groupes représentatifs des bénéficiaires – petits agriculteurs, petits entrepreneurs et jeunes ruraux y compris – qui acquerront la capacité d'exprimer leur point de vue, et de négocier leurs demandes avec les programmes de développement départementaux, municipaux et micro régionaux. Le programme formera les représentants des bénéficiaires de manière à ce qu'ils puissent participer pleinement aux

¹ Voir l'appendice IV.

conseils de planification communautaires, municipaux et départementaux qui seront créés au titre de la loi sur la décentralisation et des politiques du gouvernement. Les bénéficiaires seront également associés aux activités de suivi et d'évaluation du programme. Des mécanismes favorisant la circulation de l'information entre les petits agriculteurs, les organisations d'appui privées sous-traitantes et le personnel technique de l'unité de gestion du programme (UGP), seront mis en place.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA
POUR LE
PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT RURAL:
RÉGIONS CENTRALE ET ORIENTALE

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République du Guatemala d'un montant de 11,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 17 millions de USD) à des conditions intermédiaires, en vue de contribuer au financement du programme national de développement rural: régions centrale et orientale. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LA STRATÉGIE DU FIDA²**

A. Économie et secteur agricole

1. La République du Guatemala est située en Amérique centrale entre El Salvador au sud, le Honduras à l'est, le Belize au nord-est et le Mexique au nord-ouest. Elle couvre une superficie de 108 889 km², et compte une population de 11,2 millions de personnes. Près de 60% de la population vit dans les zones rurales et 48,6% des habitants du pays sont des autochtones.
2. En décembre 2003, des élections générales ont été organisées au Guatemala pour la présidence, le Congrès et les gouvernements municipaux. Oscar Berger et Eduardo Stain, de la coalition politique de centre-droite *Gran Alianza Nacional* ont été élus Président et Vice-Président, respectivement, pour quatre ans. Le gouvernement de M. Berger est entré en fonction le 14 janvier 2004.
3. Après 35 années de guerre civile, le gouvernement guatémaltèque et l'Union révolutionnaire nationale du Guatemala ont signé un accord de paix en décembre 1996, marquant le début d'une nouvelle ère de stabilité politique et sociale, et instaurant un contexte propice au développement économique. En 1999, l'ouragan Mitch a provoqué au Guatemala des dégâts d'un montant estimé à 250 millions de USD. Suite au déclin de la production de café et à la réduction des exportations de bananes et de produits non traditionnels qui s'en sont suivis, la croissance des exportations a perdu de son dynamisme et a baissé de 9% en 1999. La capacité de production n'a retrouvé son niveau d'avant l'ouragan Mitch qu'en 2001. Avec une croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) de plus de 3% et un taux d'inflation de 7,5%, le pays jouit d'une situation macroéconomique stable. Cependant, au regard de ce scénario économique, les besoins financiers impliqués par la mise en œuvre de certaines des clauses de l'accord de paix et par la réduction substantielle de la pauvreté particulièrement aiguë qui sévit dans les zones rurales, représentent de formidables défis pour le gouvernement.

² Pour de plus amples informations, voir l'appendice I.

4. Le secteur agricole compte pour 24% du PIB, emploie 53% de la population active et assure plus de la moitié du total des recettes tirées de l'exportation par le pays. Quelque 70% de la surface agricole exploitée sont plantés en cultures de base (maïs, sorgho et haricots), principales denrées dans le pays. La production commerciale concerne le café, les bananes, le caoutchouc, la canne à sucre et l'élevage. Au cours des dix dernières années, un segment croissant d'usines de conditionnement exporte des légumes, des fruits et des fleurs vers les États-Unis et d'autres pays. Grâce à des contrats de production passés avec les entreprises d'exportation, une proportion importante de petits agriculteurs et de communautés autochtones est associée à la production de légumes et de fruits, ce qui se traduit par un accroissement substantiel des revenus familiaux.

5. La propriété foncière est particulièrement déséquilibrée: 2,5% des exploitations du pays contrôlent 65% des terres agricoles, tandis que 88% de l'ensemble des exploitations, d'une surface moyenne de 1,5 hectare, occupent 16% des terres. Approximativement 40% de la population rurale économiquement active ne possède pas de terre.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

6. Le FIDA est présent au Guatemala depuis 1986. Le montant du portefeuille de prêts du Fonds dans le pays est proche de 80 millions de USD, avec un montant total d'investissements de projet (y compris les contributions de contrepartie du gouvernement et des bénéficiaires) de 120,8 millions de USD, couvrant six projets de prêt. Le principal enseignement tiré des opérations du FIDA est qu'il convient d'accorder de l'importance aux aspects suivants: i) le renforcement des organisations de producteurs ruraux de base dès les premiers stades du projet afin d'assurer la pérennité du projet; ii) la formation des bénéficiaires au titre de toutes les composantes et activités du projet, en utilisant une approche flexible permettant de l'adapter aux caractéristiques sociales et culturelles de la population ciblée; iii) l'offre de services de finance rurale pour améliorer l'accès des familles paysannes pauvres, et en particulier des femmes pauvres, aux actifs financiers; et iv) l'adoption d'une approche différenciée selon les sexes dans toutes les composantes, avec la mise en œuvre de l'ensemble des activités s'y rapportant dès les premiers stades de la conception du projet et tout au long du déroulement du projet.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la République du Guatemala³

7. Pendant les sept dernières années, la stratégie du FIDA dans le pays a visé la réduction de la pauvreté tout en appuyant la pacification, le redressement et le développement des zones dévastées par la guerre. Depuis 1995, dès le démarrage des négociations pour la paix, le FIDA et le gouvernement ont mené des actions dans les zones touchées par la guerre. Le Fonds national pour la paix (FONAPAZ), créé aux termes des accords de paix, est l'institution chargée actuellement de l'exécution des projets du FIDA dans les départements touchés par la guerre. Aujourd'hui, compte tenu du contexte politique plus démocratique instauré par les accords de paix, les interventions ont été réorientées vers une approche de la pauvreté rurale et du développement rural programmatique, globale et de portée nationale. La stratégie de pays du FIDA au Guatemala est passée de l'approche de projet à celle de programme dans le but de: i) focaliser les actions de lutte contre la pauvreté sur les autochtones et les autres populations rurales vulnérables; et ii) renforcer la capacité opérationnelle du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA) dans les domaines du développement rural et de la lutte contre la pauvreté par la création d'un programme de développement rural de portée nationale.

8. Le cadre stratégique actuel adopté par le FIDA pour ses opérations au Guatemala² est axé sur l'amélioration des conditions sociales, politiques et économiques des populations rurales vulnérables.

³ Voir l'appendice IV: Programme national de développement rural: historique, pauvreté rurale et question foncière.

La pauvreté et les conditions sociales épouvantables des groupes vulnérables du Guatemala (hommes, femmes et enfants autochtones) justifient la nécessité de renforcer les actions de lutte contre la pauvreté et de développement rural sous la forme d'opérations conjointes du FIDA et du gouvernement, et de recentrer les activités dans les zones rurales où ces groupes sont particulièrement représentés. En conséquence, les nouvelles opérations ont été ciblées de manière à donner la priorité aux besoins des groupes ruraux. En accord avec cette stratégie, le Fonds a approuvé, en septembre 2003, le programme national de développement rural – phase I: la région de l'ouest (prêt 1274-GT), programme ciblant la zone accueillant la plus importante population autochtone du pays. La présente intervention ciblera les petits agriculteurs, les paysans sans terre et les femmes rurales pauvres d'origine *mestizo* (ladinos), vivant dans les régions centrale et orientale du pays.

9. Cette approche cadre avec les observations émises sur l'exposé des options et stratégies d'intervention de pays (COSOP) pour le Guatemala, à la soixante-dix-huitième session du Conseil d'administration du FIDA. Les recommandations formulées à cette occasion ont été notamment les suivantes: i) utilisation des accords de paix comme vecteurs d'un appui régulier aux actions de lutte contre la pauvreté conduites par le FIDA; ii) diversification des cultures et culture biologique du café pour améliorer les revenus des agriculteurs; et iii) appui aux conseils de développement locaux dans le but de renforcer le pouvoir d'action des organisations d'autochtones et de paysans pauvres.

10. **Politique de la République du Guatemala en matière de lutte contre la pauvreté.** La politique sociale du Guatemala n'est pas seulement déterminée par le programme du nouveau gouvernement, elle est aussi directement liée aux engagements figurant dans les accords de paix de 1996 et dont l'exécution est supervisée par la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala. L'objectif du programme social du nouveau gouvernement est d'accélérer la modernisation de l'économie, d'éradiquer la corruption, de rompre les habitudes d'impunité et de créer un secteur public reflétant l'État de droit. Le programme du gouvernement prévoit également le rétablissement de la justice, de la sécurité et de conditions de vie décentes pour les citoyens avec comme points forts: la décentralisation, la participation de la société civile et l'éradication de la pauvreté.

11. L'objectif global de la politique sociale du nouveau gouvernement est de créer les conditions favorisant une amélioration durable des niveaux de vie, en particulier pour les pauvres et les exclus, et d'honorer les engagements pris au titre des accords de paix. Les objectifs stratégiques clés sont les suivants: un véritable développement humain, la réduction de la pauvreté, le renforcement et l'élargissement de la participation publique, et la décentralisation. Les domaines thématiques dans lesquels ces quatre objectifs seront visés sont les suivants: éducation, santé, logement, multiculturalisme et communication interculturelle, emploi, parité hommes/femmes, groupes vulnérables, agriculture et environnement. Le nouveau document de stratégie et d'orientation du MAGA a été présenté en avril 2004. Les axes d'intervention privilégiés sont les suivants: i) compétitivité et accès aux marchés; ii) gestion durable des ressources naturelles; iii) sécurité alimentaire; et iv) garantie juridique afin de satisfaire aux accords de paix et d'assurer la sécurité des investissements et des biens. Ce dernier point se réfère à l'officialisation de la propriété foncière et des titres de propriété foncière.

12. En avril 2002, le Congrès guatémaltèque a repromulgué la loi sur la décentralisation générale, la loi sur les conseils de développement urbains et ruraux et le Code municipal afin de mettre à jour la réglementation régissant le processus de décentralisation. Les objectifs de ces lois ne portent pas seulement sur la mise en place de processus de développement local démocratiques et participatifs, mais visent directement à renforcer le pouvoir d'action des habitants des communautés rurales isolées, en particulier celles qui comprennent des populations autochtones. Le MAGA, comme les autres institutions du secteur public, a dû adapter ses processus de planification et ses méthodologies aux conseils de développement communautaires, municipaux et départementaux existants. La nouvelle administration du Secrétariat à la planification et à la programmation (SEGEPLAN), responsable du

processus de décentralisation, a ratifié le haut degré de priorité de ce processus dans le programme du nouveau gouvernement, dans le prolongement des efforts antérieurs de décentralisation.

13. **Activités de lutte contre la pauvreté des autres grands donateurs.** La banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale, la banque centraméricaine d'intégration économique et l'Union européenne sont les principaux donateurs multilatéraux intervenant au Guatemala. Le portefeuille de prêts et d'opérations de la BID, dont le montant total dépasse les 565,2 millions de USD, est le plus important (pour 2001-2003). Le portefeuille de la Banque mondiale se chiffre à plus de 355,1 millions de USD avec des investissements dans l'éducation de base, les infrastructures sociales, le redressement après le passage de l'ouragan Mitch, les fonds fonciers et l'administration des terres, les routes secondaires et principales rurales, et la participation du secteur privé aux infrastructures publiques. Les donateurs bilatéraux sont, notamment, le Japon (le principal donateur dans le pays), l'agence des États-Unis pour le développement international, l'institution allemande de crédit pour la reconstruction, l'office allemand de la coopération technique, et les gouvernements des Pays-Bas, d'Italie et d'Espagne.

14. Les opérations de la Banque mondiale et de la BID les plus intéressantes pour les investissements du FIDA sont les suivantes: i) le projet de gestion intégrée des ressources naturelles de l'Altiplano; et ii) le programme de gestion des ressources naturelles pour les hauts bassins hydrographiques du Guatemala. Ainsi, des investissements substantiels dans la gestion des ressources naturelles viendront utilement compléter les opérations du FIDA.

15. **Stratégie du FIDA en République du Guatemala⁴.** Basés sur une approche de programme en plusieurs étapes, le bien-fondé et la conception du programme cadrent avec les politiques de lutte contre la pauvreté et de développement rural et agricole du gouvernement, les engagements pris au titre des accords de paix et le cadre stratégique institutionnel du FIDA pour 2002-2006, exprimé dans le COSOP pour le Guatemala. Dans ce contexte, les stratégies de lutte contre la pauvreté pour les populations rurales pauvres et extrêmement pauvres dépasseront l'objectif d'améliorer la capacité de génération de revenus de la population cible pour adopter une approche plus globale prenant en compte la mise à l'écart historique des populations autochtones. En aidant le gouvernement à mettre en œuvre cette approche séquentielle du développement rural national, le FIDA donnera encore plus de poids à son rôle catalytique – il appuiera le nouveau cadre politique et institutionnel ainsi que les règles et réglementations connexes, en dotant les ruraux pauvres des outils nécessaires au développement intégré afin qu'ils puissent se libérer de la pauvreté. Pour atteindre l'objectif représenté par le développement rural durable, quatre axes opérationnels stratégiques seront instaurés: décentralisation, compétitivité, investissements sociaux et liens institutionnels. À cet égard, la structure opérationnelle et les composantes du programme ont été conçues en utilisant une matrice reliant le cadre stratégique du FIDA pour la réduction de la pauvreté à celui du gouvernement (voir l'appendice IV).

16. L'approche du développement rural et de la décentralisation adoptée par le programme mettra l'accent sur les moyens d'atteindre les groupes minoritaires dans la zone cible. Les populations autochtones ayant les plus faibles niveaux d'instruction et un accès très limité aux ressources productives doivent plus spécialement mobiliser l'attention. Par exemple, ces groupes pourraient avoir besoin de programmes d'alphabétisation avant de commencer les formations à la production et aux techniques professionnelles. Des contacts ont déjà été établis avec le programme d'alphabétisation des adultes, mis en œuvre par le ministère de l'éducation, pour appuyer les actions d'éducation dans les zones rurales du programme. Éducation et formation sont des activités indispensables si l'on veut que les groupes ruraux pauvres améliorent leur capacité de générer des revenus, soit en augmentant la production agricole et non agricole, soit en obtenant des emplois mieux rémunérés dans les zones rurales ou ailleurs. À cet égard, le programme s'attaquera aux questions du **multiculturalisme** et de la

⁴ Voir l'appendice V: Matrice de conception et approche stratégique du programme.

communication interculturelle et identifiera des solutions appropriées prenant en compte l'exclusion caractéristique des communautés rurales pauvres de la société guatémaltèque. Les services, les mécanismes participatifs et les informations proposés aux communautés autochtones seront bilingues, de manière à ouvrir des perspectives identiques à tous les bénéficiaires. Cette démarche constituera une première étape importante du renforcement du pouvoir d'action de ce segment de la population rurale qui l'aidera à améliorer durablement ses conditions de vie.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

17. La zone du programme couvre les communautés et municipalités rurales les plus pauvres des régions centrale et orientale (voir carte). Elle est située dans la partie est de la Sierra Madre, une formation montagneuse allant du Mexique au El Salvador et recouvrant d'est en ouest la partie centrale du pays. Les cultures traditionnelles sont le *milpa* (combinaison de maïs et de sorgho), le café, les fruits et, dans certaines zones, les légumes. Dans les zones semi-arides, les familles paysannes élèvent de très petits troupeaux de bétail. La majorité des petits agriculteurs pratique la culture pour la consommation familiale, les surplus étant vendus sur les marchés locaux. La production du café, limitée aux zones situées à plus de 800 mètres d'altitude, est passée de traditionnelle à biologique pour obtenir de meilleurs prix. Les produits agricoles récemment introduits sont les plantes ornementales, les fruits tropicaux aromatiques et les légumes, qui sont vendus sur les marchés locaux, les marchés régionaux, voire au-delà.

18. Le groupe cible du programme est estimé à 258 000 personnes, dont 30 000 bénéficiaires directs et 70 000 bénéficiaires indirects. Les premiers sont: les petits agriculteurs et les paysans sans terre pauvres (hommes et femmes) (44%), les microentrepreneurs et les artisans (20%) et les jeunes hommes et jeunes filles pauvres et sans terre (36%). Le groupe bénéficiaire compte 36% d'hommes adultes, 38% de femmes adultes et 36% de jeunes hommes et jeunes filles. Le programme aidera ces derniers par le biais de formations professionnelles.

B. Objectifs et portée

19. Le programme vise à réduire la pauvreté et à lutter contre l'exclusion et la discrimination subies par les groupes les plus pauvres du Guatemala. Son objectif global est la participation, active et équilibrée en termes de représentation des hommes et des femmes, de toutes les parties prenantes au développement et à la mise en œuvre transparente des politiques nationales de développement rural favorables aux pauvres, et de leur cadre institutionnel.

C. Composantes

20. Les activités du programme ont été articulées autour de trois composantes: i) planification de l'utilisation des terres et décentralisation; ii) entreprises rurales et commercialisation; et iii) services ruraux. Une stratégie visant la prise en compte des questions de parité hommes/femmes recoupera toutes les activités des composantes. Une unité de gestion de programme (UGP) sera créée avec des unités chargées de la prise en compte des questions de parité hommes/femmes, de la planification, du suivi et évaluation (S&E) et de l'administration.

21. La composante consacrée à **la planification de l'utilisation des terres et à la décentralisation** a pour objectifs généraux de renforcer le pouvoir d'action des populations rurales pauvres et de leur rendre leur fierté afin qu'elles puissent participer activement et de manière systématique à la planification du développement social et économique de leurs communautés. Les activités exécutées au titre de cette composante seront les suivantes: i) renforcer la capacité d'autogestion des

organisations des communautés rurales et consolider les organisations économiques locales en aidant plus particulièrement les femmes rurales; ii) créer un fonds de développement social et culturel pour appuyer l'amélioration des services sociaux et culturels dans la zone du programme; iii) renforcer et consolider les gouvernements municipaux et le processus de décentralisation; et iv) conduire des activités de communication et de diffusion de l'information. Des liens explicites ont été établis entre les activités d'appui à la décentralisation et l'appui institutionnel au MAGA pour assurer la participation des organisations de base.

22. La composante intitulée **entreprises rurales et commercialisation** aidera la population cible à améliorer sa capacité de générer des revenus, en transformant les activités économiques de subsistance en de petites affaires rurales agricoles et non agricoles rentables. L'objectif spécifique est de relier plus efficacement les producteurs agricoles et non agricoles aux marchés locaux, régionaux, nationaux et extérieurs. La stratégie consiste à renforcer les principaux facteurs influençant la performance du marché et la capacité de la population cible d'identifier les créneaux commerciaux et d'en tirer profit. Il s'agit notamment de remédier à l'absence d'un réseau d'information en établissant une série de contacts commerciaux dans le secteur des entreprises privées performantes; de proposer des formations professionnelles; et d'améliorer les infrastructures routières, téléphoniques et électriques. La composante assurera le suivi des processus d'intégration régionale, tels que l'Accord de libre-échange centraméricain et l'accord commercial de la Zone de libre-échange des Amériques, et aidera les organisations économiques à se tenir informées des normes sanitaires liées à la production ou la transformation, afin de sensibiliser leurs membres et de les inciter à respecter les réglementations commerciales. Dans le cadre d'un mécanisme axé sur la demande, les associations et organisations de petits agriculteurs, les coopératives et les sociétés rurales auront accès à des services techniques pour mettre sur pied et/ou renforcer leurs initiatives commerciales rentables. Le programme renforcera la capacité des organisations et des petites entreprises locales d'identifier les créneaux commerciaux, d'élaborer des plans d'entreprise et de négocier avec des sociétés privées performantes, des agents commerciaux et le secteur financier. On fera la promotion d'un programme régulier de manifestations commerciales au niveau local, en collaboration avec le secteur privé et les autorités locales et nationales, dans lesquelles l'identité locale et les facteurs culturels seront des atouts commerciaux. Les organisations de microentrepreneurs locaux seront en mesure d'utiliser l'information et les manifestations commerciales pour développer et étendre leurs liens commerciaux, comparer leurs produits avec ceux de leurs concurrents et évaluer ceux-ci, et repérer de nouveaux créneaux commerciaux. Le programme créera un fonds pour les infrastructures rurales (pistes rurales, réparation et entretien des routes, téléphone, accès à Internet, etc...) dont l'objectif sera de créer de toute pièce et/ou de moderniser une plate-forme de communication ouvrant de nouvelles perspectives économiques.

23. La composante des **services ruraux** appuie le groupe cible en améliorant sa capacité de génération de revenus et en transformant ses activités économiques de subsistance en petites affaires agricoles et non agricoles rentables. La composante permettra aux organisations économiques de bénéficiaires d'accéder régulièrement à des services techniques ruraux appuyant les microentreprises d'agriculture, d'élevage et de sylviculture, et les activités artisanales, selon une stratégie efficace et participative, axée sur la demande et le marché. Toutes les activités exécutées au titre de cette composante seront confiées à des prestataires de services privés qualifiés – organisations non gouvernementales (ONG), fondations, organisations de base et consultants – locaux, de préférence, et sélectionnés au terme de procédures d'appel d'offre transparentes. Les prestataires de services identifieront et établiront durablement les activités des organisations économiques des bénéficiaires selon un plan opérationnel axé sur la demande, reposant sur des méthodologies participatives, et avec un personnel de terrain formé aux questions de parité hommes/femmes. Les activités conduites au titre de la composante seront les suivantes: i) instituer des services d'assistance technique pour les organisations économiques agricoles et non agricoles des bénéficiaires; ii) mettre en place un programme de formation professionnel pour les jeunes hommes et les jeunes filles sans terre; iii) développer et renforcer les alliances stratégiques avec le secteur privé; iv) créer un fonds de

développement productif pour financer les investissements associatifs (projets d'irrigation à petite échelle, infrastructures de commercialisation, etc.); et v) créer un fonds pour la protection de l'environnement servant à financer les petits aménagements pour la conservation des sols et de l'eau et des microbassins versants.

24. **L'approche stratégique du programme pour la prise en compte des questions de parité hommes/femmes** vise à créer les conditions propices à: i) un accès équitable, pour les femmes rurales, à toutes les possibilités de formation, d'activité productive et d'investissement offertes par le programme; ii) la mise en œuvre d'activités visant à réduire les écarts entre hommes et femmes en matière d'éducation et de formation dans les zones rurales; et iii) la participation à part entière des femmes rurales aux organisations économiques. Le programme devrait ainsi rendre les femmes rurales plus sûres d'elles-mêmes et améliorer considérablement leurs capacités de produire, de conduire des entreprises et de générer des revenus. Diverses activités opérationnelles pour la prise en compte des questions de parité hommes/femmes seront exécutées dans le cadre du programme, à savoir: une formation systématique aux questions de parité hommes/femmes pour le personnel de l'UGP, les prestataires de services et les organisations économiques; la mise en œuvre de stratégies et de méthodologies différenciées selon le sexe dans toutes les composantes du programme; la formation aux fonctions dirigeantes pour les femmes membres des organisations; la promotion de la participation active des femmes aux organisations sociales et économiques; la conduite d'une évaluation de la prise en compte des questions de parité hommes/femmes pendant la première année des activités, et la conception et la réalisation de toutes les études requises dans ce domaine; l'appui à un système de S&E ventilé par sexe; et la promotion des investissements communautaires limitant les corvées domestiques au bénéfice des femmes rurales engagées dans des activités économiques.

25. Le programme favorisera l'accès de la population cible à des **services locaux de finance rurale** par le biais de plusieurs instruments. Les microentrepreneurs agricoles et non agricoles, organisés en petites sociétés, augmenteront leur chance de satisfaire aux critères des établissements financiers officiels en présentant des propositions financières crédibles et en atteignant un niveau d'actif minimum grâce à la constitution de capitaux avec les fonds d'investissement non remboursables. Les statuts de ces fonds mettront l'accent sur la transparence et l'équité, ainsi que sur la rentabilité et la conformité aux lois du marché pour le financement de l'actif, garantissant l'allocation des fonds à des investissements dans de nouvelles entreprises rentables jusqu'à ce qu'elles atteignent leur maturité en termes de technologie et de gestion. La coordination et la communication avec le secteur financier seront fondées sur l'établissement de groupes consultatifs au niveau local: le programme invitera les agents commerciaux et les institutions financières à exprimer leur point de vue, leurs attentes et leurs inquiétudes concernant l'utilisation du fond d'investissement. Cette démarche évitera que le développement des institutions de microfinance rurale dans la zone du programme ou les activités de la *Banco de Desarrollo Rural* destinées à la population cible, échouent faute de bases solides. Les groupes consultatifs contribueront également à l'identification des interventions clés et/ou des dysfonctionnements du marché qui pourraient être corrigés avec ces mécanismes ad-hoc. Les groupes, les organisations et les petites sociétés sauront mettre en place une gestion financière efficace grâce à une formation sur les caractéristiques, les exigences, les avantages et les désavantages des instruments de crédit et d'épargne proposés par les institutions financières. Le budget du programme national de développement rural – phase I: la région de l'ouest, prévoit une allocation en faveur des activités facilitant l'accès aux services de finance rurale. Ces fonds serviront également à financer l'assistance technique, le renforcement institutionnel et la consolidation des procédures et des meilleures pratiques, pour les institutions du programme national de développement rural: région centrale et orientale.

D. Coûts et financement

26. Le coût total du programme est estimé à 38 millions de USD (tableaux 1 et 2). Le financement des coûts du programme sera assuré comme suit: un prêt du FIDA d'un montant de 17 millions

de USD (45% du total des coûts); un prêt du Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, d'un montant de 15 millions de USD (40%); une contribution de contrepartie du gouvernement, égale à 4 millions de USD (11%); et des contributions en nature des bénéficiaires équivalant à 2 millions de USD (5%). Les coûts de base sont répartis comme suit entre les composantes: planification de l'utilisation des sols et décentralisation, 5,3 millions de USD (soit 15% du total des coûts du programme); entreprises rurales et commercialisation, 7,1 millions de USD (20%); et services ruraux, 18,5 millions de USD (51%). L'UGP représente un coût total de 5,3 millions de USD (15%), avec le système de S&E (1,1 million de USD) et les activités stratégiques de prise en compte des questions de parité hommes/femmes (1,5 million de USD). Le programme aura une durée de six ans.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composantes et UGP	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Planification de l'utilisation des terres et décentralisation					
1. Renforcement des organisations communautaires	1 740	131	1 872	7	5
2. Fonds de développement social et culturel	2 472	---	2 472	--	7
3. Renforcement des gouvernements municipaux	276	189	465	41	1
4. Communication et diffusion	427	58	485	12	1
Sous-total planification de l'utilisation des terres et décentralisation	4 915	378	5 293	7	15
Entreprises rurales et commercialisation					
1. Promotion et contacts d'affaire	2 290	199	2 490	8	7
2. Fonds d'investissement pour les infrastructures publiques de commercialisation	4 585	14	4 600	--	13
Sous-total entreprises rurales et commercialisation	6 875	214	7 090	3	20
Services ruraux					
1. Services d'assistance technique	7 532	399	7 931	5	22
2. Formation professionnelle	3 169	21	3 190	1	9
3. Alliances stratégiques avec le secteur privé	499	88	587	15	2
4. Fonds de développement productif	5 670	---	5 670	--	16
5. Fonds pour la protection de l'environnement	1 068	---	1 068	--	3
Sous-total services ruraux	17 938	508	18 446	3	51
Unité de gestion du programme					
1. Administration du programme	2 384	276	2 660	10	7
2. Unité de planification, suivi et évaluation	1 030	103	1 133	9	3
3. Unité parité hommes/femmes	1 341	185	1 526	12	4
Sous-total unité de gestion du programme	4 756	563	5 319	11	15
Total des coûts de base	34 484	1 663	36 148	5	100
Provisions pour aléas physiques	296	13	309	4	1
Provisions pour aléas financiers	1 465	79	1 543	5	4
Total des coûts du programme	36 245	1 755	38 000	5	105

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes et UGP	FIDA		Fonds OPEP		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Planification de l'utilisation des terres et décentralisation													
1. Renforcement des organisations communautaires	896	45	751	37	--	--	369	18	2 016	5	138	1 858	20
2. Fonds de développement social et culturel	2 217	90	---	--	255	10	--	--	2 472	7	--	2 472	--
3. Renforcement des gouvernements municipaux	382	80	98	21	--	--	--	--	480	1	194	286	--
4. Communication et diffusion	391	74	---	--	--	--	141	27	532	1	62	455	14
Sous-total planification de l'utilisation des terres et décentralisation	3 886	71	849	15	255	5	509	9	5 499	15	394	5 071	34
Entreprises rurales et commercialisation													
1. Promotion et contacts d'affaire	1 549	54	111	4	--	--	1 191	42	2 851	8	219	2 413	220
2. Fonds d'investissement pour les infrastructures publiques de commercialisation	1 403	30	2 768	60	443	10	--	--	4 614	12	16	4 598	--
Sous-total entreprises rurales et commercialisation	2 951	40	2880	39	443	6	1 191	16	7 466	20	235	7 011	220
Services ruraux													
1. Services d'assistance technique	3 610	42	4 195	49	--	--	708	8	8 514	22	424	8 058	32
2. Formation professionnelle	867	25	2 601	75	--	--	--	--	3 468	9	22	3 446	--
3. Alliances stratégiques avec le secteur privé	429	69	152	24	--	--	42	7	623	2	93	530	--
4. Fonds de développement productif	1 126	20	3 402	60	1 142	20	--	--	5 670	15	--	5 670	--
5. Fonds pour la protection de l'environnement	267	25	641	60	160	15	--	--	1 068	3	--	1 068	--
Sous-total services ruraux	6 299	33	10 991	57	1 302	7	750	4	19 343	51	539	18 772	32
Unité de gestion du programme													
1. Administration du programme	1 979	71	--	--	--	--	827	30	2 805	7	281	2 466	59
2. Unité de planification, suivi et évaluation	865	71	--	--	--	--	358	29	1 222	3	108	1 105	9
3. Unité parité hommes/femmes	1 020	61	280	17	--	--	365	22	1 665	4	199	1 439	27
Sous-total unité de gestion du programme	3 863	68	280	5	--	--	1 549	27	5 692	15	587	5 011	95
Total des coûts du programme	17 000	45	15 000	40	2 000	5	4 000	11	38 000	100	1 755	35 864	381

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissement, comptabilité et vérification des comptes

27. Les passations de marchés relatives aux biens, travaux et services de consultants financés par le prêt du FIDA, se conformeront aux directives du FIDA et de l'institution coopérante en la matière, ainsi qu'à la législation nationale. Les véhicules et le matériel feront l'objet d'appels d'offres internationaux et locaux comme stipulé dans l'Accord de prêt. Les organismes privés de développement rural et l'assistance technique feront l'objet de contrats au terme d'appels d'offres locaux, selon des procédures agréées par le FIDA et conformes aux réglementations publiques régissant l'achat de services. Le gouvernement et un organisme de développement international ou régional aux compétences reconnues concluront un accord subsidiaire pour l'acquisition des biens et des services ainsi que pour le recrutement du personnel de l'assistance technique et du personnel local.

28. Les décaissements pour les coûts de fonctionnement, les dépenses encourues au titre du fonds d'investissement rural et d'un montant inférieur à l'équivalent de 10 000 USD, ou toute autre dépense agréée par le FIDA, seront effectués au vu des relevés des dépenses. Les autres types de dépenses devront être justifiés par une documentation détaillée. Un compte spécial crédité d'une allocation autorisée d'un montant de 1,4 million de USD sera ouvert à la banque centrale du Guatemala. Le directeur du programme soumettra les demandes de retrait à l'institution coopérante (UNOPS), qui vérifiera que les dépenses encourues satisfont aux critères requis avant de demander le décaissement des fonds à partir du compte de prêt correspondant du FIDA.

29. Dans un délai maximum de six mois après l'entrée en vigueur du prêt, le programme établira des systèmes de comptabilité et de contrôle interne convenant au FIDA, qui seront installés par un cabinet d'expertise comptable local spécialisé. La comptabilité sera tenue par composante et catégorie et en conformité avec les procédures publiques de classification des dépenses.

30. Un cabinet d'audit, convenant au FIDA, sera sélectionné pour conduire chaque année la vérification des comptes et l'audit de la gestion, aux frais du programme. Les organismes sous contrat tiendront des comptabilités séparées pour les dépenses liées au programme.

F. Organisation et gestion

31. En vertu de l'accord conclu avec le gouvernement, le programme sera mis en œuvre par le MAGA. Il sera lancé dans le cadre d'arrangements opérationnels et administratifs similaires à ceux des précédents projets financés par le FIDA/MAGA. Au démarrage, on créera un comité de pilotage du programme qui contrôlera l'orientation générale et l'administration, approuvera et supervisera les plans de travail et budgets annuels, et assurera une fonction de conseil pour l'ensemble du programme. Le ministre de l'agriculture ou son représentant présidera le comité où siégeront: des représentants du ministère des finances et du SEGEPLAN, un représentant des conseils de développement départementaux et deux représentants de municipalités de la zone de projet, tous élus pour un an selon un système de roulement. Les bénéficiaires du programme auront cinq représentants (dont deux femmes au moins) issus de leurs organisations locales. Ils seront élus démocratiquement parmi les dirigeants des organisations sociales et/ou économiques locales, de manière à garantir la représentation équilibrée des hommes et des femmes, pour une durée de deux ans selon un système de roulement.

32. En vue d'harmoniser les activités et les instruments de développement rural, on établira un comité de coordination des opérations de programme conduites dans la région de l'ouest et dans les régions centrale et orientale. Le comité sera présidé par le coordinateur des projets, de l'unité chargée de la coopération extérieure et des fonds fiduciaires au MAGA, et bénéficiera de la participation des directeurs et des sous-directeurs techniques. Il se réunira au moins trois fois par an. Les directeurs des projets du FIDA exécutés sous l'égide du MAGA et du FONAPAZ se réuniront au moins une fois par

an pour harmoniser les instruments de développement, échanger les expériences, et identifier et étendre les bonnes pratiques.

33. Compte tenu de la couverture géographique du programme, il a été jugé approprié de décentraliser l'UGP à Jalapa, cette ville étant située à proximité du centre géographique de la zone du programme. De cette manière, il sera plus facile de nouer des liens étroits avec les autorités et les communautés locales, tout en limitant les coûts de supervision et de déplacement du personnel. Les responsabilités et les pouvoirs de l'UGP lui seront délégués par le MAGA, avec une autonomie financière et administrative décentralisée. Le programme sera organisé autour de quatre bureaux départementaux situés à El Progreso, Zacapa, Jutiapa et Jalapa. Ce dernier, qui sera également le siège du programme, s'occupera des municipalités du département de Santa Rosa.

34. L'UGP assurera la planification et la supervision tandis que toutes les activités de terrain seront sous-traitées par contrat à des entreprises de conseil nationales, d'état et locales, des groupes professionnels, des fondations privées et publiques et des ONG qui proposeront des formations et des services productifs et financiers aux bénéficiaires du programme. Tous les contrats seront attribués au terme de processus d'appel d'offres concurrentiels, conformes aux règlements de l'institution coopérante, du gouvernement et du FIDA.

G. Justification économique

35. Le programme facilitera l'intégration économique des zones rurales des cinq départements du centre et de l'est dans la dynamique de développement du Guatemala. En outre, l'appui apporté par le programme à la participation des organisations de base, dans le cadre des efforts de décentralisation, ajouté à l'aide au développement et à la consolidation des activités économiques des bénéficiaires, contribuera à rendre leur fierté aux ruraux pauvres, en particulier les femmes et les jeunes ruraux. Ceci ne peut que renforcer le pouvoir d'action de leurs organisations sociales et économiques locales.

36. Le programme renforcera la base de ressources productives et les infrastructures pour 30 000 bénéficiaires directs (agriculteurs pauvres, paysans sans terre et jeunes ruraux – hommes et femmes). L'impulsion donnée au développement économique et social de la région et aux processus de décentralisation profitera indirectement à 70 000 bénéficiaires supplémentaires qui tireront avantage des investissements coordonnés – investissements sociaux, productifs et dans les services publics – découlant de la planification institutionnelle consolidée des conseils de développement communautaires, municipaux et départementaux. Ainsi, l'amélioration des services ruraux de base dans les domaines de la santé et de l'éducation et celle des infrastructures de communication élèveront le niveau de vie des communautés rurales pauvres.

37. Le potentiel du groupe cible en termes de ressources humaines, en particulier celui des communautés rurales pauvres et des jeunes hommes et jeunes filles, sera valorisé grâce à la mise en place d'un système de formation professionnel destiné à 8 000 jeunes ruraux. En outre, 6 000 adultes et jeunes gens seront formés et recevront une aide pour la gestion des microentreprises et la commercialisation, en particulier ceux qui sont impliqués dans les processus de transformation et l'artisanat traditionnel. On estime à 13 000 le nombre de personnes qui bénéficieront directement des programmes d'assistance technique commerciale et agricole, dont au moins 2 600 femmes rurales et femmes chefs de famille. Un total de 19 000 familles bénéficieront directement des investissements productifs non remboursables dans les projets d'irrigation à petite échelle et les infrastructures de calibrage et de commercialisation, et de l'amélioration des réseaux de communication et de routes rurales dans la région, ce qui contribuera à renforcer leurs capacités de commercialisation et de génération de revenus.

38. Les activités du programme couvriront un total de 480 communautés rurales dans 40 municipalités. Les activités visant à renforcer le processus de décentralisation profiteront aux

conseils de développement de 40 municipalités et de 300 communautés. Le développement des petites et moyennes entreprises rurales, agricoles et non agricoles – novatrices, rentables et axées sur les lois du marché – profitera à 17 700 ruraux, hommes et femmes. Ces activités novatrices amélioreront considérablement les revenus familiaux et favoriseront la création d'emplois (tableau 3).

Tableau 3. Indicateurs économiques des activités agricoles et non agricoles proposées

Type	Activité	Génération d'emplois		Revenu net USD/ha/saison	Taux de rentabilité interne %
		Salaire journalier Salaire/ha/saison	Emplois N° de postes		
Agricole	Minilégumes	586	2,4	5 490	n/a
	Oignons	357	1,5	3 286	n/a
	Café biologique pour épicerie fine	165	0,7	2 781	50
	Papaye	122	0,5	3 974	256
Non agricole	Fruits et pépinières d'arbres	380	1,6	5 997	150
	Conditionnement des légumes	2 623	10,9	59 125	134
	Tourisme rural	212	0,9	11 550	32

H. Risques

39. Le respect des accords de paix est une condition juridiquement incontournable pour toute administration publique. C'est pourquoi les clauses des accords – strictement contrôlés par le système des Nations Unies – prévoient un mécanisme de protection efficace contre tout changement majeur de politique pendant toute la durée de l'exécution du programme. Le programme aidera le gouvernement à corriger ses faiblesses en matière de politique et de mécanismes d'exécution dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et du développement rural. Il aidera également le gouvernement à élaborer des politiques garde-fous et des mécanismes modérateurs favorables aux pauvres grâce au renforcement des capacités des organisations rurales locales de base et de la société civile, qui appuiera les activités actuelles de décentralisation.

I. Impact sur l'environnement

40. Le programme a été provisoirement classé dans la catégorie B, compte tenu de ses activités de conservation des ressources naturelles et du fait que les impacts potentiels qui ont été identifiés seront compensés par des interventions et des investissements axés sur cet aspect. Les activités réalisées au titre de la composante des services ruraux contribueront à la réhabilitation de certaines zones menacées de dégradation et feront également la promotion de l'utilisation raisonnée des ressources naturelles dans des microbassins versants sélectionnés. Les activités de conservation des ressources naturelles et de l'environnement seront appuyées par un fonds pour la protection de l'environnement, géré par les conseils de développement municipaux et communautaires.

J. Aspects novateurs

41. La conception et la structure opérationnelle du programme comportent cinq aspects qui n'ont pas de précédent dans le pays: i) utilisation et consolidation des processus et des mécanismes de décentralisation du gouvernement en tant qu'outils renforçant le pouvoir d'action des ruraux pauvres; ii) rattachement de la concertation de politique générale et du renforcement institutionnel aux instruments de développement rural et aux opérations sur le terrain; iii) planification par étape pour une approche unifiée du développement rural; iv) utilisation des créneaux commerciaux et de

l'information sur les marchés comme points d'entrée pour les services d'assistance technique du programme et les ressources d'investissements; et v) attention spécifique portée à la valorisation du potentiel représenté par les jeunes ruraux, avec la mise en place d'un système de formation professionnelle en prise sur le marché de l'emploi régional et national.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

42. Un accord de prêt entre la République du Guatemala et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'Accord de prêt négocié est joint en annexe.

43. La République du Guatemala est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

44. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

45. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Guatemala un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à onze millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (11 350 000 DTS) venant à échéance le 15 février 2025 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds, et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES
INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 26 novembre 2004)

1. **Cofinancement.** Le Gouvernement de la République du Guatemala (le "Gouvernement") a l'intention d'obtenir du Fonds de l'OPEP pour le développement international un prêt d'un montant d'environ 15 millions de USD pour l'aider à financer le programme, aux conditions stipulées dans l'accord qui sera conclu entre le Gouvernement et l'OPEP.
2. **Compte du programme.** L'unité de gestion du programme (UGP), conformément à la législation nationale applicable, ouvrira et tiendra dans une banque de la zone du programme sélectionnée d'un commun accord entre le Gouvernement et le FIDA un compte courant en quetzals guatémaltèques en vue des opérations du programme. Le directeur du programme et le responsable de l'administration et des finances de l'UGP ou les personnes qu'ils auront désignées avec l'autorisation du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, seront pleinement habilités à administrer et à gérer ce compte.
3. **Disponibilité du produit du prêt et des autres fonds.** Pour financer l'exécution du programme, le Gouvernement mettra le produit du prêt et – s'il y a lieu – celui du prêt de l'OPEP à la disposition du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (le "Ministère") et de toute autre partie au programme comme indiqué dans les programmes de travail et budgets annuels (PTBA), conformément aux procédures habituellement suivies par le Gouvernement en matière de coopération pour le développement.
4. **Fonds de contrepartie.** Pendant la période d'exécution du programme, le Gouvernement prélèvera sur ses propres ressources et, dès qu'il sera nécessaire, mettra à la disposition du Ministère et toute autre partie au programme, conformément aux procédures nationales habituellement suivies par le Gouvernement en matière de coopération pour le développement, le montant global d'environ 4 millions de USD représentant les fonds de contrepartie correspondant au prêt du FIDA et au prêt de l'OPEP, comme prévu dans le PTBA.
5. **Cas supplémentaires de suspension.**
 - a) le FIDA suspendra en tout ou en partie le droit du Gouvernement de demander des retraits sur le compte du prêt si l'audit n'a pas été réalisé dans des conditions satisfaisantes dans les six mois suivant la date fixée à cette fin.
 - b) Le FIDA pourra suspendre en tout ou en partie le droit du Gouvernement de demander des retraits sur le compte du prêt: i) s'il a déterminé que les avantages matériels découlant du programme ne parviennent pas comme il convient au groupe cible ou bénéficiant à des personnes autres que le groupe cible; et ii) si le manuel d'exécution du programme ou l'une quelconque de ses dispositions a fait l'objet d'une dérogation ou a été suspendu, résilié, amendé ou modifié sans le consentement préalable du FIDA et si ce dernier a déterminé que cela a compromis ou risque de compromettre l'exécution du programme.
6. **Manuel d'exécution du programme.** L'UGP établira un projet de manuel d'exécution du programme et le soumettra à l'approbation du Ministère. Avant de l'approuver, le Ministère communiquera une copie du projet de manuel au FIDA. L'UGP adoptera le manuel sous la forme approuvée par le FIDA.
7. **Participation des femmes et des populations autochtones bénéficiaires.** Le Ministère veillera à ce que les femmes et les populations autochtones participent pleinement à toutes les

activités et en bénéficient pendant toute la période d'exécution du programme. À cette fin, le Ministère veillera à ce que: a) une approche sexospécifique préside à toutes les activités du programme; b) les activités de formation comportent un programme de sensibilisation à la problématique hommes-femmes du personnel du programme et des agents de l'UGP, des prestataires de services, des corporations municipales et des organisations à assise communautaire; c) un appui soit fourni aux communautés et organisations visées par le programme pour les aider à adopter des mesures de nature à réduire et à faciliter le travail domestique accompli par les femmes, autochtones ou autres; d) les intérêts des populations autochtones bénéficiaires soient respectés, étant entendu que le Ministère devra à cette fin, veiller à ce que: i) les droits des populations autochtones bénéficiaires soient dûment respectés; ii) les communautés de populations autochtones bénéficiaires participent au processus de concertation et aux mécanismes de l'administration locale; et iii) le programme n'entraîne pas d'usurpation des terres traditionnellement utilisées ou occupées par les communautés autochtones.

8. **Impact sur l'environnement et durabilité.** Le Ministère s'emploiera à garantir à tout moment une utilisation rationnelle et la conservation des ressources naturelles en élaborant des normes environnementales et des recommandations appropriées. Pour assurer une utilisation plus efficiente des ressources naturelles, la planification de l'utilisation des sols sera décentralisée au plan local. Dès le début de l'exécution du programme, l'unité de planification, de suivi et d'évaluation présentera au FIDA et au comité de pilotage du programme une proposition concernant le suivi et l'évaluation des activités. Cette unité présentera une évaluation annuelle au directeur du programme et à l'UGP.

9. **Conditions d'entrée en vigueur.** Les conditions ci-après sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt:

- a) le Ministère a dûment nommé le directeur du programme après s'être assuré que le FIDA n'avait pas d'objection à formuler;
- b) le Gouvernement a dûment ouvert le compte spécial et le compte du programme;
- c) l'UGP a été dûment établie;
- d) l'Accord de prêt a été dûment signé et sa signature et son exécution par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées conformément à toutes les procédures administratives et gouvernementales requises; et
- e) le Gouvernement a communiqué au FIDA un avis juridique émis par le Bureau du contrôleur général (*Procuraduría General de la Nación*) acceptable tant en la forme que sur le fond.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

GUATEMALA

Land area (km² thousand) 2002 1/	108	GNI per capita (USD) 2002 1/	1 760
Total population (million) 2002 1/	11.99	GDP per capita growth (annual %) 2002 1/	-0.4
Population density (people per km²) 2002 1/	111	Inflation, consumer prices (annual %) 2002 1/	8
Local currency	Quetzal (GTQ)	Exchange rate: USD 1 =	GTQ 7.60
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1996-2002 1/	2.6	GDP (USD million) 2002 1/	23 277
Crude birth rate (per thousand people) 2002 1/	33	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1982-1992	2.2
Crude death rate (per thousand people) 2002 1/	7	1992-2002	3.9
Infant mortality rate (per thousand live births) 2002 1/	36	Sectoral distribution of GDP 2002 1/	
Life expectancy at birth (years) 2002 1/	65	% agriculture	23
Number of rural poor (million) (approximate)	n/a	% industry	19
Poor as % of total rural population	n/a	% manufacturing	13
Total labour force (million) 2002 1/	4.52	% services	58
Female labour force as % of total 2002 1/	30	Consumption 2002 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	8
School enrolment, primary (% gross) 2002 1/	103 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	85
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2002 1/	30	Gross domestic savings (as % of GDP)	7
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2002 1/	2 232
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2002 3/	46 a/	Merchandise imports 2002 1/	6 078
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2002 3/	24 a/	Balance of merchandise trade	-3 846
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2002 1/	5 a/	before official transfers 2002 1/	-4 253
Physicians (per thousand people)	n/a	after official transfers 2002 1/	-1 193
Population using improved water sources (%) 2000 3/	92	Foreign direct investment, net 2002 1/	110
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	50-79	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	81	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2002	n/a
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2002	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2002 1/	13	Total external debt (USD million) 2002 1/	4 676
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2002 1/	1 345 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2002 1/	19
Food production index (1989-91=100) 2002 1/	140	Total debt service (% of exports of goods and services) 2002 1/	7
Cereal yield (kg per ha) 2002 1/	1 727	Lending interest rate (%) 2002 1/	17
Land Use		Deposit interest rate (%) 2002 1/	7
Arable land as % of land area 2001 1/	13		
Forest area as % of total land area 2000 1/	26		
Irrigated land as % of cropland 2001 1/	7		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD ROM 2004.

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000.

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2004.

PREVIOUS IFAD FINANCING IN THE REPUBLIC OF GUATEMALA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of Approved Amount)
154 Generation and Transfer of Agricultural Technology and Seed Production Project	IDB	IDB	I	11 Sep 84	08 Mar 85	31 Dec 94	L-I-154-GM	SDR	4,950,000	94%
251 Zacapa-Chiquimula Smallholders' Rural Development Project	IFAD	UNOPS	I	07 Dec 89	21 Mar 91	31 Dec 98	L-I-251-GM	SDR	5,300,000	100%
296 Cuchumatanes Highlands Rural Development Project	IFAD	UNOPS	I	11 Dec 91	10 Dec 93	31 Mar 01	L-I-296-GM	SDR	5,500,000	99%
1008 Programme for Rural Development and Reconstruction in the Quiché Department (PRODERQUI)	IFAD	UNOPS	I	04 Dec 96	18 Dec 98	30 Jun 07	L-I-435-GT	SDR	10,450,000	34%
1085 Rural Development Programme for Las Verapaces	IFAD	UNOPS	I	08 Dec 99	06 Sep 01	31 Mar 12	L-I-518-GT	SDR	10,850,000	19%
1274 National Rural Development Programme - Phase I: Western Region	IFAD	UNOPS	I	11 Sep 03			L-I-614-GT	SDR	21,550,000	

LOGICAL FRAMEWORK

National Rural Development Programme-Central and Eastern Regions (2004-2010)

OBJECTIVES	INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
<p>Development Goal</p> <p>Levels of poverty, exclusion and discrimination of the poorest indigenous and non-indigenous population of Guatemala are reduced.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rural poverty levels reduced by 50% (2015) • Human development index increased in accordance to national development goals (2015) 	<ul style="list-style-type: none"> • INE, SEGEPLAN • UNDP Development Index • PBAS 	
<p>Purpose</p> <p>All stakeholders' capacities are enhanced and the rural poor are empowered to participate actively in the rural poverty reduction and the decentralization process of the Central and Oriental Region by:</p> <ul style="list-style-type: none"> • incorporating the rural poor in decentralized development structures • strengthening Human Resources • developing improved income generation opportunities • the inclusion of rural poor women in the local economy focusing on the correction of gender imbalances 	<ul style="list-style-type: none"> • 60% of households with improvements in household assets ownership • Reduction in the prevalence of child malnutrition (weight for age). • 65% of attended communities and municipalities and all department councils in Programme area count with a pro-poor long-term participatory strategic development plan including gender focus and environmental impact assessment • 60% of beneficiary organizations represented in local decision making mechanisms, institutions, local councils, etc. • 30% economic formal organizations have female leaders in their management • 50% of microenterprises reinvesting fund proceeds • 80% de microentrepreneurs increase their labour demand • 35% rural economic profitable activities managed by women. • 38% of women with improved access to rural services like land titling,, credit, technology • 20% of beneficiaries opened new market channels • 45% of women reduce their workload • 45% of attended youth employed and 10% with profitable and sustainable business • 30% of microenterprises access formal credit. • Productive areas with environmental measures increased by 30% 	<ul style="list-style-type: none"> • Base Line study • Project impact studies • Records of systemization • Social audits reports. • Case studies • Pro Gender Studies. 	<ul style="list-style-type: none"> • Congress approves the National Regional Development Framework as set in Peace Accords • The Executive Branch assigns the resources to implement the National Rural Development Policy. • Rural development activities by other development institutions (Rural Transport, Health, Social Funds, etc.) support the operation and maintenance of the Programme activities.
<p>Output 1: Land Use Planning and Decentralization</p> <ul style="list-style-type: none"> • Beneficiary organizations, municipalities and the councils at different levels (department, municipal, village level) are strengthened to develop and participate in the decentralized planning and decision making process for social and economic development 	<ul style="list-style-type: none"> • 40 municipalities with improved technical and management capacities • 300 communities with improved planning skills for rural development. • 40 municipalities and 280 communities count with rural development plans. • 285 community development plans included in 40 municipal development prepared by COMUDE • 60% of the communities present via their local council system projects to the municipalities 	<ul style="list-style-type: none"> • Monitoring reports • Supervisory field records • Case studies • Records of municipalities and councils • Minutes of meetings 	<ul style="list-style-type: none"> • Funding of local government structures (e.g. municipal and departmental councils, etc.) is secured

	<ul style="list-style-type: none"> • 160 communities count with a functioning council and social auditing system • 40 municipalities implement their Municipal Development Councils – COMUDE • 285 community development plans included in 40 municipal development plans • 25% of the members of economic organizations are women • 40 municipalities access to Geographical Information System 		
<p>Output 2: Human Resource Strengthening</p> <ul style="list-style-type: none"> • Level of education and technical/ management skills of beneficiaries and technicians of service providers improved 	<ul style="list-style-type: none"> • 8000 youth are prepared to participate in the market (50% women). • 60% of beneficiaries participating in the Human Resource Development programme have better productive and organizational skills. • 20 service provider trained • 800 leaders trained in marketing rural business • 4000 beneficiaries alphabetized (60% women, 10% indigenous) 	<ul style="list-style-type: none"> • Monitoring reports • Supervisory field records • Case studies 	<ul style="list-style-type: none"> • Labour market imperfections do not impede absorption of trained youth
<p>Output 3: Rural Business and Marketing</p> <ul style="list-style-type: none"> • Market linkage capacity for all beneficiary population and its economic organizations is fostered, conditions and opportunities for profitable, market oriented and sustainable activities for rural women created. 	<ul style="list-style-type: none"> • 19 000 beneficiaries supported in rural business and marketing activities • 40 negotiation tables among producer-buyers in operation • 170 organizations represented in regional and international trade fairs. • 30 beneficiaries' groups participate in trade/marketing tables and 100 accomplish business transactions. • Market information service in operation • At least 20 municipalities improve their communications net-work (rural roads and telephone services) • 380 women in condition to operate their own business 	<ul style="list-style-type: none"> • Monitoring reports • Supervisory field records • Funds reports. • Case studies • Systematization reports 	<ul style="list-style-type: none"> • NAFTA conditions continue to be favourable for export
<p>Output 4: Rural Services</p> <ul style="list-style-type: none"> • Beneficiaries are accessed by demand-led market oriented services for the transformation of their subsistence economic activities into profitable businesses 	<ul style="list-style-type: none"> • Approx. 19 000 rural poor (36% women and 10% indigenous) benefit through the productive and non-productive services and activities offered by the Programme • 65% of producers improve their economic and non-economic business results • 60% of producers initiate new and innovative business or trade relations • 65% of the demand-driven projects are productive considering gender and environmental aspects • 50% of beneficiary organizations with access to Productive Development Fund • 10% of producers develop technological and management leadership • Rural service providers have included environmental impact approaches in their service. • 20% of beneficiaries have access to financial services 	<ul style="list-style-type: none"> • Monitoring reports • Supervisory field records • Funds reports • Case studies • Systematization reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Environmental protection programmes by other state organizations are supporting the Programme

Activities by Components

<u>Land Use Planning and Decentralization</u>	<u>Rural Business and Marketing</u>	<u>Rural Services</u>
<ul style="list-style-type: none"> • Strengthening local communities' organizations <ul style="list-style-type: none"> - Preparations of participatory rural diagnosis and community strategic development plan. - Strengthening the diagnostic, planning and social audit capacities of Communal Development Councils – COCODE. - Labour skill training for 8000 young men and women - Basic lecture and writing for 4.000 adult men ad women. - Implementation of a Social Investment Fund. • Strengthening and consolidating local economic organizations <ul style="list-style-type: none"> - Training in organizacional strengthening - Training in small rural business management - Training in communication techniques for small business management - Training in gender, leadership and self-esteem. - Training in monitoring and evaluation • Strengthening the decentralization process (in municipalities) <ul style="list-style-type: none"> - Strengthening the administrative capacity of municipal governments - Training in rural development, management, decentralization, participation and gender - Strengthening the municipal computerized information systems. - Use and management of local Geographic Information System as a planning tool for social and economic development. - Communication and diffusion 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion of business contacts and strategic alliances between local economic organizations and private sector. <ul style="list-style-type: none"> - Organizations of local fairs and negotiating tables. - Support to the participation of local entrepreneurs in national and international fairs. - Promotion and development of local identity products (denomination of origin). - Organization of a product information and quality control networks. - Training of local technician and directives of local economic organizations in business management, marketing and quality control. - Creation of departmental consultative tables with the productive and financial private sector - To establish and manage the Investment Funds. <p style="text-align: center;">To support basic marketing infrastructure (rural roads, communications, etc.).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Organization and Implementation of Technical Assistance <ul style="list-style-type: none"> - Identification of service providers. - Selection and contracting service providers. • Operation of technical assistance services <ul style="list-style-type: none"> - For formation of rural business - For business management - For specialized technical assistance. • Strategic alliances with private sector enterprises • Access support to other public and private services. • To establish and manage the funds available for the beneficiaries: <ul style="list-style-type: none"> - Productive Development Fund - Rural Business initiation. - Natural Resource Management Fund. • Train enterprises in technical and management matters. • Validate agricultural and non-agricultural technologies. • Support access to rural financial services <p style="text-align: center;">Systematize selected experiences and processes</p>

<p><u>Gender activities</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Diffusion and promotion for rural women: <i>posters, radio programming, fairs, etc.</i> • Gender awareness and training activities <ul style="list-style-type: none"> - Gender awareness sessions for CODECO, COMUDE, and local economic organizations. - Training in gender to MAGA Departmental Gender Delegates. - Training in gender to all programme staff and field personal • Leadership and self-esteem training. • Domestic time saving investments <ul style="list-style-type: none"> - Child nurseries for working mothers involved in the programme economic organizations. - Appropriate technologies • Pro-active activities for rural women <ul style="list-style-type: none"> - Support to land titling processes for rural women. - Positive discrimination for organized women accessing the programme social, productive and environmental funds. - Basic lecture and writing for adult women - Promoting gender equity in rural economic organizations 		
---	--	--

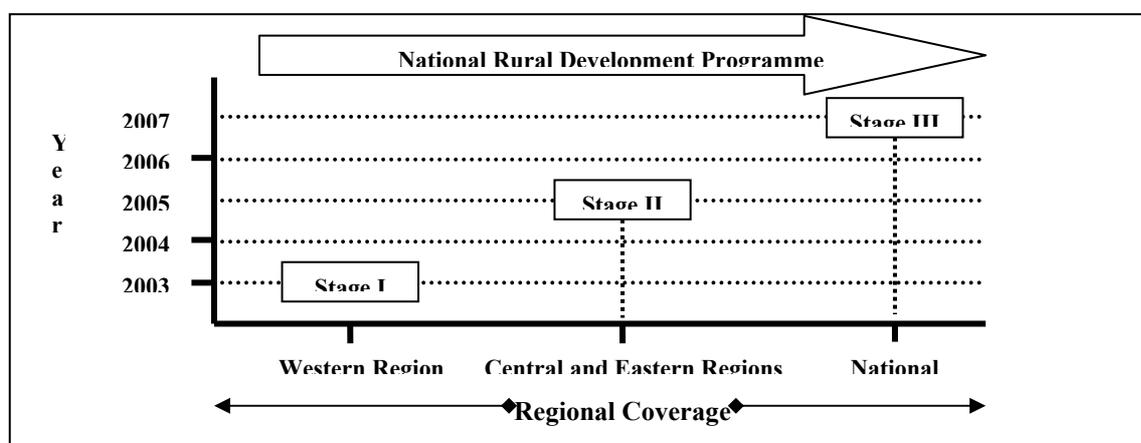
**NATIONAL RURAL DEVELOPMENT PROGRAMME:
BACKGROUND, RURAL POVERTY AND LAND ISSUES**

A. Background

1. During the last seven years IFAD country strategy aimed at poverty reduction while supporting the pacification, reconstruction and development of war torn areas. Thus, since 1995, from the onset of the peace negotiations, IFAD and the Government started operations in war affected areas. The National Fund for Peace, created by the peace accords is the institution responsible for implementing current on-going IFAD projects. Under the more democratic political scenario created by the peace accords, efforts have been re-directed toward a programmatic nation-wide comprehensive approach to rural poverty and rural development. The Government Plan 2004 – 2008 includes as high priority items: (i) the reduction of poverty and extreme poverty; and (ii) social and economic development of rural areas. Thus the current strategic framework for IFAD operations in Guatemala⁶ is oriented to the improvement of the social, political and economic conditions of vulnerable rural populations.

2. Thus IFAD country strategies based on government policies and the preliminary conclusions of the Intersectoral Dialogue Table for Rural Development, implemented under the peace accords it was agreed that IFAD lending programme should be directed toward the creation and consolidation of the *National Rural Development Programme* under MAGA responsibility and with a phased approach. The first operation already approved by IFAD Board in December, 2003 the “*National Rural Development Programme - Phase I: Western Region*” covers the departments with the poorest municipalities of Guatemala (Huehuetenango, San Marcos, Quetzaltenango, Totonicapan and Solola), which also concentrate over 60% of the country indigenous population. The present second operation “*National Rural Development Programme: Central and Eastern regions*” will cover poor municipalities and departments (El Progreso, Jalapa, Zacapa, Jutiapa and selected poor municipalities of Santa Rosa) that include an important (30%) segment of the country rural poor. The third operation, “*National Rural Development Programme: The Country*” will complete the coverage of the country most important areas concentrating indigenous communities and rural poor. The *National Rural Development Programme* will be an integral part of MAGA institutional structure with budgetary and operational sustainability Diagram 1.

Diagram 1: National Rural Development Programme: Schedule of Implementation



⁶ IFAD. 2003. Guatemala: Country Strategic Opportunities Paper – COSOP. January, 2003.

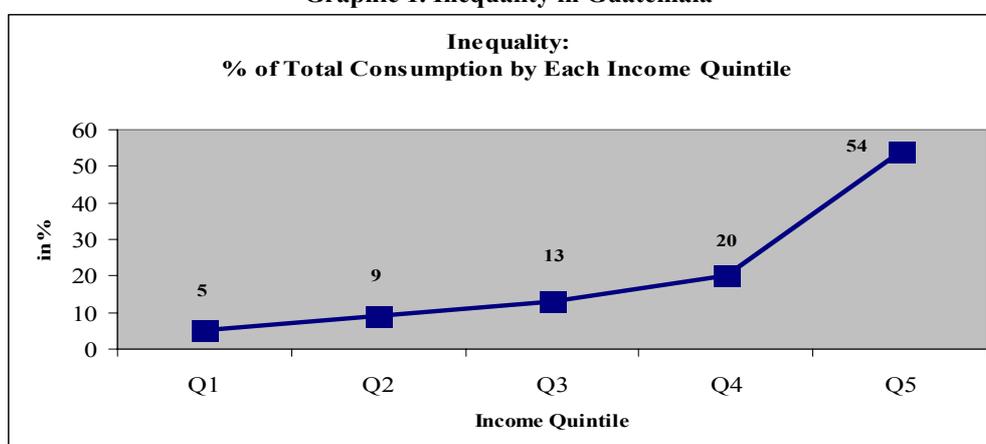
APPENDIX IV

3. Proposed efforts require the construction and strengthening of strategic institutional partnerships within the government public sector and other multilateral and bilateral donors but particularly with grass root civil and society organizations. IFAD country operations are seeking the cooperation and active participation of beneficiary groups, as well as from local and national public and private organizations working with vulnerable populations. The decentralization efforts of the Government provide an adequate vehicle to establish a more democratic demand-led participatory approach to rural poverty reduction.

B. Rural Poverty

4. Guatemala has the third highest degree of income inequality — exceeded only by Brazil and Pakistan — among low to middle-income countries world-wide. The Gini coefficient using consumption is 48 and using income 57. The poorest quintile of the population accounts for 5% of the consumption, while the richest quintile accounts for 54% of total consumption (Graphic 1).

Graphic 1. Inequality in Guatemala



Source: World Bank. 2003. Poverty in Guatemala. Report No. 24221-GU.

5. Over the last decade, the percentage of poor families in Guatemala was 56% of the total population (6,4 million people) and 74% of the rural population and 16% were extremely poor. These figures are higher in the indigenous areas where more than 76% of the population lives under the poverty line (compared to 41% of the non-indigenous population). Rural extreme poverty affects with high intensity to the indigenous communities of Maya descent. A historical heritage of prejudices, discrimination and exclusion are among the social and economic causes of this situation (Table 1).

**Table 1. Evolution of Poverty and Extreme Poverty 1989 – 2002
(in %)**

Categories		Poverty			Extreme Poverty		
		1989	2000	2002	1989	2000	2002
Total		62,8	56,1	57,0	18,1	15,7	21,0
Sex	Male	64,3	57,7	57,0	18,2	16,7	23,0
	Female	52,8	47,4	53,0	17,0	9,8	15,0
Area	Urban	27,6	27,1	28,0	4,3	2,8	5,0
	Rural	81,3	74,5	72,0	25,3	23,8	31,0
Ethnic group	Indigenous	88,0	76,0	72,0	32,3	26,4	31,0
	Non-indigenous	47,2	41,4	44,0	9,2	7,7	13,0

Source: UNDP. 2004. Análisis de la Situación del País.

6. Guatemala also has one of the lowest schooling coverage in Latin America, except for Haiti and Honduras. Approximately 40% of the country total population are illiterate, but 60% of them are

APPENDIX IV

women. Also, 60% of the indigenous population is illiterate as compared to 24% for the non-indigenous population. Infant mortality is 43 per 1 000 live births and maternal mortality is 110 per 100 000 live births. Approximately 16% of infants suffer from low birth weight and approximately 50% of children are malnourished.

7. Rural areas with high percentage of indigenous communities are the poorest of the country. The poorest municipalities are located in the north and south east regions of Guatemala, followed by the northwest region. The north east region comprises the departments of Huehuetenango and Quiche and the south-east region San Marcos, Quezaltenango, Totonicapan and Solola, all of them populated predominantly by Maya ethnic groups (covered by the programme Phase I). Additional indigenous groups are located in the departments of Chiquimula, Jalapa and Jutiapa in the south-west region (covered by the present project) and in Quiche and Las Verapaces, in which two on-going IFAD financed projects, are located (PRODERQUI and PRODECER).

8. Rural poverty is chiefly associated with lack of access to land, fragmentation of landholdings, inefficient marketing systems and a lack of access to productive resources, particularly water and productive technologies (Table 2). Additionally, this population lack of access to financial services, linkages with the agribusiness sector and the deterioration of the natural resources mainly through deforestation, soil erosion and fertility losses.

Table 2. Rural Poverty by Land Status and Main Source of Income

	% of rural population	% of rural poor	Poverty rate %
All rural	100	100	75
Landowners	54	59	82
0 – 1 hectares	32	35	81
1 – 2 hectares	10	12	87
2 – 5 hectares	7	7	80
5 – 15 hectares	3	3	74
> 15 hectares	2	2	74
Tenants	19	20	80
Landless households			
Agricultural day labourers	8	8	76
Non-agricultural labourers	19	13	49

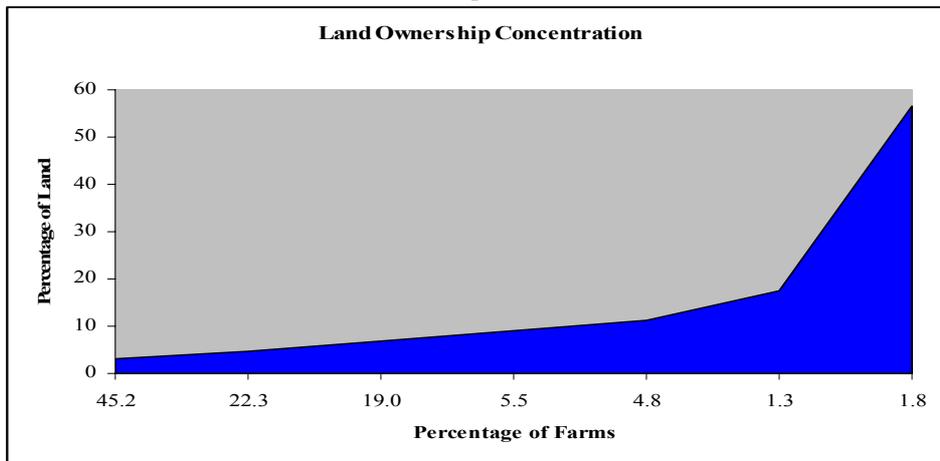
Source: World Bank. 2003. Poverty in Guatemala. Report No. 24221-GU.

C. Land Issues

9. Guatemala presented a historically a markedly skewed land distribution pattern. Data from the Agricultural Census of 2004 shows that 1.8% of the country's largest farms, control 56,6 % of the agricultural land, while 67.5 of the smallest farms occupies only 16% of the land (Graphic 2). The Gini coefficient estimated with Census data was 0.84. The new Agricultural Census show that 86,5% of the farms of the peasant sector have a size that range from 0,5 to 3,5 ha. The country wide average farm size has been systematically reducing varying from an average of 10.6 ha in 1950, 7.7 ha in 1979 to 4.44 ha in 2003 (Graphic 3). The reduction of average land size could be an indicator of a tendency toward minifundia, reducing the economic productive capacity of family farms. A total of 814.000 farms (98%) covering 4.5 million ha are individually and privately owned, with 17.000 farms (2%) owned by formal and informal societies, organizations, communities and cooperatives.

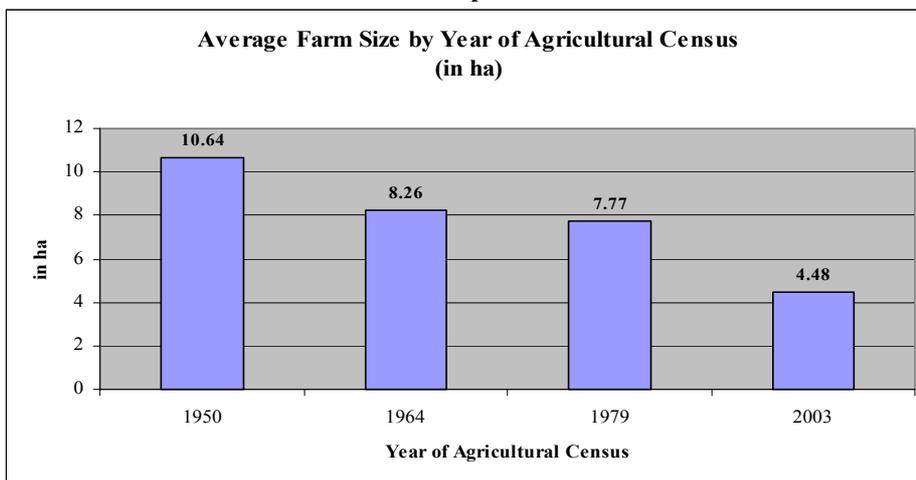
APPENDIX IV

Graphic 2



Source: Prepared by the Formulation Mission with data from the 2004 Agricultural Census.

Graphic 3



Source: Prepared by the Formulation Mission with data from the 2003 Agricultural Census.

10. The lack of legal documented ownership of the land is considered a serious problem in Guatemala. It has been estimated that less than 40% of peasant farmers have legally valid titles to their land. Land titling and legal formalization of land ownership has been identified as a high priority issue in MAGA new policy agenda. Close to 95,000 farms are accessed through various forms of land rental arrangements with a total area of 310,000 ha. It has been estimated that close to 40% of the economically active rural population do not own land.

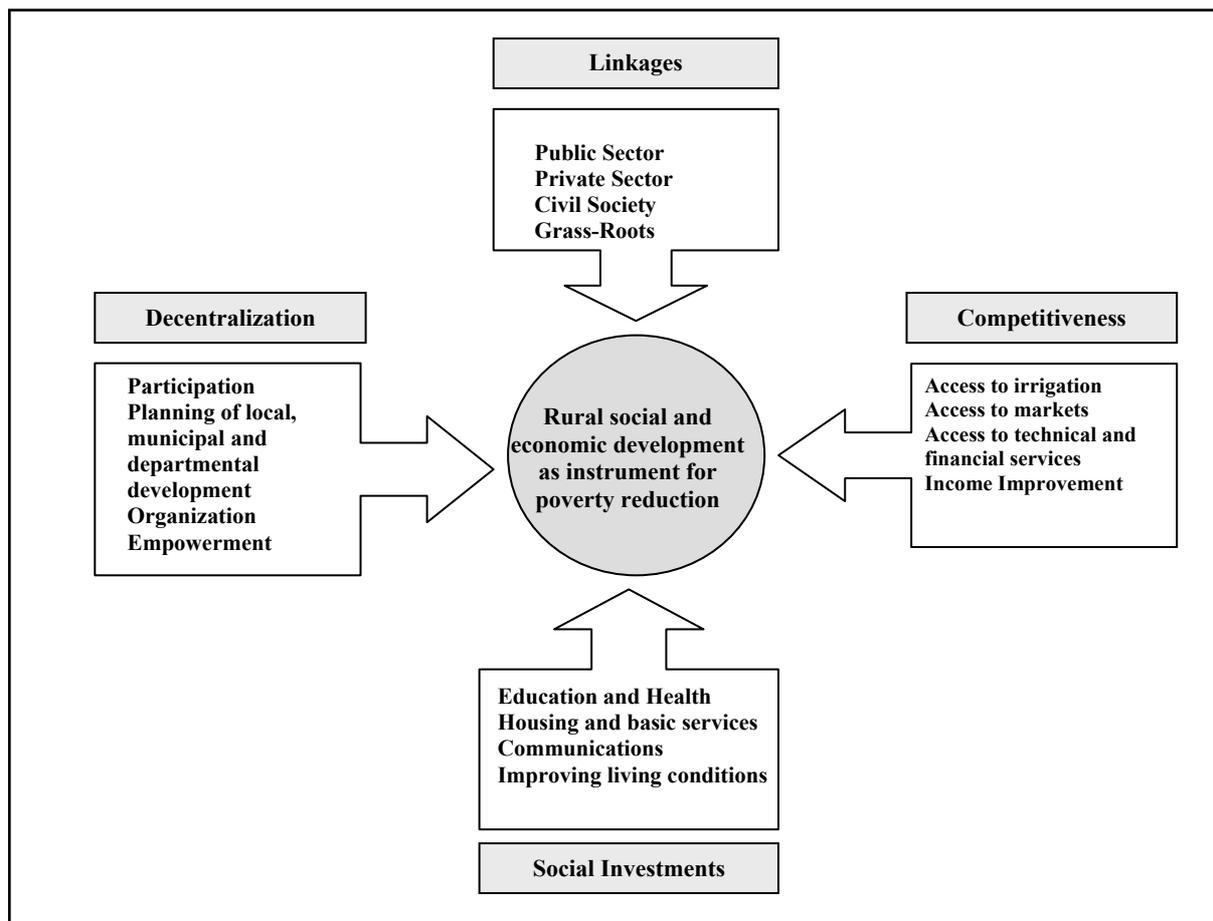
11. After the Peace Accords a Land Fund was established and partially funded with the aim of facilitating the access of poor, landless and displaced population to agricultural land. A multi-sectoral negotiating table, created by the Peace Accords, and supervised by UNDP, is also currently engaged in the discussion of a National Rural Development Policy, the required institutional structure required for its implementation and the solution of land issues. In agreement with MAGA, and to avoid duplication of activities, the programme will coordinate and establish partnerships with the following on-going institutions: (i) land distribution carried out by FONTERRA; (ii) land titling and legal formalization of land ownership under MAGA and (iii) grass-roots Maya and civil society organizations land distribution efforts (ILC partner organizations, Unión Verapacence de Organizaciones Comunales – UVOC and Asociación de Comités de Desarrollo Campesino – CODECA). The programme has budgeted budgetary support for land titling for rural women.

PROGRAMME DESIGN MATRIX AND STRATEGIC APPROACH

Programme Design Matrix

Programme strategic operational axes	IFAD Strategic Framework 2002 – 2006			Outputs
	Human and Social Assets	Productive Assets and Technology	Financial Assets and Markets	
Decentralization	Strengthening the capacity of the rural poor and their organizations	Decentralization of MAGA and its services	Development of local markets	Empowerment
Competitiveness	Strengthening the income generating capacity of the poor	Access to local rural technical support services, irrigation and markets	Access to local rural marketing support services and financial services	Improved income
Social Investments	Access to health, education and basic services	Improved education facilitate access to productive technologies	Improved education facilitate access to financial services	Better living conditions Better educational levels Empowerment
Institutional Linkages	Investments in social services	Harmonic investments in productive infrastructure	Investments in marketing infrastructure	Articulated investments in rural areas

Programme Strategic Approach



APPENDIX VI

PROGRAMME AREA: PRIORITY MUNICIPALITIES

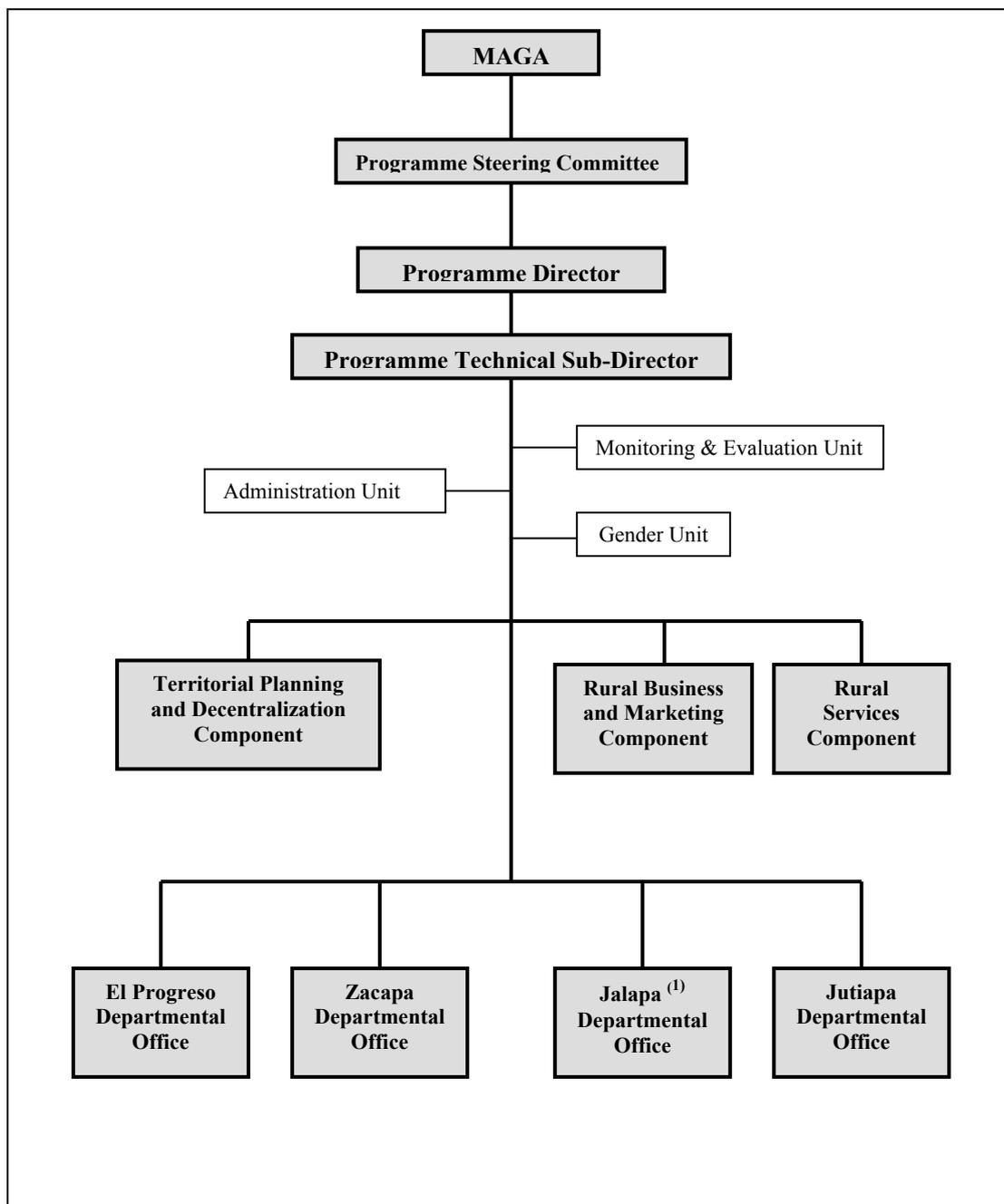
Department/municipality	Population	Rural Population		% Poverty	% Extreme Poverty
		N°	%		
<i>El Progreso</i>	143 197				
Guastatoya	17 653	11 018	62.4	45-60	16.20
Morazán	11 200	8 600	76.8	45-60	10.19
San Agustín Acasaguas.	36 135	29 765	82.4	60-75	17.63
San Cristóbal Acasaguas.	6 638	5 092	76.7	60-75	31.50
San Antonio la Paz	17 956	15 335	85.4	60-75	21.69
El Jícaro	12 580	9 175	72.9	60-75	37.03
Sansare	11 127	8 088	72.6	60-75	34.25
<i>Jalapa</i>	270 055				
Jalapa	122 483	87 204	71.2	60-75	27.23
San Pedro Pinula	44 757	41 218	92.1	75-99	29.95
San Luis Jilotepeque	26 265	14 188	54.0	75-99	43.00
San Manuel Chaparrón	8 725	5 935	68.0	75-99	42.53
San Carlos Alzatate	14 182	10 310	72.7	60-75	50.30
Monjas	28 820	15 976	55.4	75-99	31.84
Mataquescuintla	39 887	31 682	79.4	60-75	14.02
<i>Jutiapa</i>	386 909				
Jutiapa	94 213	75 215	79.8	60-75	20.89
El Progreso	22 221	12 845	57.8	45-60	13.01
Santa Catarina Mita	28 109	20 192	71.8	60-75	34.73
Agua Blanca	16 733	13 924	83.2	75-99	56.03
Asunción Mita	47 783	33 365	69.8	45-60	11.57
Yupiltepeque	11 774	9 184	78.0	60-75	9.90
Jerez	6 330	4 887	72.2	60-75	25.38
El Adelanto	5 749	3 596	62.5	75-99	19.15
Zapotitlán	8 504	6 588	77.5	75-99	22.89
Comapa	24 288	22 547	92.8	75-99	34.63
Jalpatagua	25 346	21 497	84.8	60-75	31.07
Conguaco	15 681	13 919	88.8	75-99	36.58
Moyuta	36 403	33 408	91.8	60-75	23.93
Pasaco	8 406	6 582	78.3	75-99	50.82
San José Acatempa	11 348	9 284	81.8	60-75	23.00
Quezada	17 989	15 652	87.0	45-60	15.13
<i>Santa Rosa</i>	319 814				
Oratorio	19 944	16 162	81.0	60-75	18.90
Santa María Ixhuatan	21 962	18 210	83.0	75-99	45.54
Casillas	22 926	20 792	90.7	60-75	19.85
Santa Rosa de Lima	15 382	13 253	86.2	45-60	13.79
Nueva Santa Rosa	35 791	29 774	83.2	45-60	14.63
San Rafael las Flores	8 071	5 490	68.0	45-60	7.09
<i>Zacapa</i>	212 794				
Gualán	47 535	38 657	81.3	60-75	27.44
Usumatlán	10 630	8 737	83.0	45-60	10.69
San Diego	6 375	5 782	90.7	45-60	10.51
Huité	10 194	7 124	70.0	60-75	40.76

Source: INE/CELADE. Estimaciones de población por municipios y departamentos de Guatemala. Abril 1997. Estimaciones para el año 2002.

SEGEPLAN. Mapas de Pobreza de Guatemala. Agosto, 2001.

¹ Priority municipalities were those with an incidence of more than 45% of rural poverty.

PROGRAMME ORGANIZATION AND MANAGEMENT



⁽¹⁾ Programme Headquarters. Selected municipalities of Santa Rosa attended by the Jalapa Office.